

# GÉRARD LARCHER

Président du Sénat de France

*Seul le prononcé fait foi*

Toute-Sainteté,

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, Envoyé spécial du Président de la République de Côte d'Ivoire que je tiens à saluer à travers vous,

Monsieur le Président exécutif de l'Institut français des relations internationales et de la World Policy Conference,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Je suis honoré de votre invitation, cher Thierry de Montbrial, à prononcer l'un des discours d'ouverture de cette conférence, d'autant que je crois savoir qu'elle ne s'est tenue, en dix-huit ans, que trois fois en France.

Il n'est pas si facile, dans la tradition française, de transformer en rendez-vous incontournable une conférence qui traite des enjeux internationaux, lorsqu'elle n'émane pas du pouvoir exécutif. C'est pourtant ce que vous avez réussi : l'audience acquise parle d'elle-même !

Il s'agit d'un résultat d'autant plus remarquable que je suis frappé par la déperdition générale de contenus, d'analyses et de nuances en matière de politique étrangère, comme dans bien d'autres domaines d'ailleurs qui ont trait à l'exercice de l'esprit.

Or, il existe un besoin impérieux de renouer avec une haute exigence intellectuelle pour mieux saisir la portée des enjeux complexes qui se présentent à nous. La World Policy Conference répond parfaitement à ce besoin.

Parce qu'elle ambitionne de comprendre le monde tel qu'il est, et non de décrire un monde tel qu'il devrait être, et ne sera pas, la World Policy Conference décille le regard et contribue à construire une gouvernance du possible. C'est dans ses pas, dans vos pas, que je vais essayer

de m'inscrire, en vous parlant de la France dans le monde, et de ce qui me semble pour elle réaliste et atteignable.

1 - Il est des prophéties qui résonnent avec force plus d'un siècle après avoir été énoncées : dans *La Crise de l'esprit*, deux modestes lettres rédigées en avril et mai 1919, Paul Valéry écrit : « L'Europe deviendra-t-elle *ce qu'elle est en réalité*, c'est-à-dire un petit cap du continent asiatique ? Ou bien l'Europe restera-t-elle *ce qu'elle paraît*, c'est-à-dire : la perle de la sphère, le cerveau d'un vaste corps ? ». Et Paul Valéry de rassembler en quelques mots célèbres sa pensée : "Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles".

Mais le propre de la prophétie, selon Paul Valéry lui-même, n'est pas d'écrire de façon inéluctable le destin. Elle n'est que le futur le plus probable, si le libre arbitre qui guide les hommes et conduit les sociétés n'opère pas.

Et, de fait, la vision prophétique de Paul Valéry, qu'il appliquait à l'Europe sans la limiter au continent européen, ne s'est pas réalisée. En 1939, l'Europe a sombré, puis s'est relevée, a réussi à surmonter la partition en deux blocs que la guerre sur son sol avait engendrée, et à construire une Union européenne lorsque l'un de ces blocs a volé en éclats.

Mais aujourd'hui, alors que la Chine accomplit des prouesses dans les champs technologiques et économiques, à une vitesse inégalée, et que la primauté de l'Occident est remise en question malgré la supériorité militaire américaine, peut-être son ultime avatar ; aujourd'hui, en effet, il est légitime de se demander si la prophétie de Paul Valéry n'est pas en train de prendre forme sous nos yeux, comme en leurs temps la chute de l'Empire romain consacra une nouvelle équation de la puissance au détriment de l'Europe du Sud, et à l'avantage de l'Europe des barbares venus du Nord ; comme la Renaissance s'ouvrit par un glissement du monde méditerranéen au monde atlantique.

2 - La réflexion de Paul Valéry en 1919 demeure également féconde car elle pose la question de la puissance, non à partir de ses déterminants traditionnels - la population, l'économie, la politique, la force militaire -, mais avant tout en termes de « civilisation ». Rien « dans la réalité » ne prédestinait l'Europe, un « petit cap du continent asiatique », à la puissance. Et pourtant, cette puissance, l'Europe l'a accomplie, en se rendant plus maîtresse de son destin que d'autres parties du monde.

Or, la maîtrise de leur destin, les pays européens sont progressivement en train de la laisser leur échapper.

Pour la France aujourd'hui, le réveil est d'autant plus brutal qu'elle occupait en Europe le premier rôle en matière de politique étrangère. Il s'agissait d'une anomalie si on mesurait ce rôle à ses performances économiques, même pendant les Trente Glorieuses, ou à ses capacités réelles de projection. On doit au génie d'un homme, le général de Gaulle, d'avoir permis à la France vaincue en 1940 de siéger parmi les vainqueurs, après 1945 !

Une équation intérieure singulière, à un moment donné, est capable, en politique étrangère, de dépasser des fragilités de fait.

Et je voudrais insister sur ce point. Ce n'est pas tant aujourd'hui la montée en puissance du Sud global ou de nouvelles puissances qui affaiblit le poids relatif de la France ; c'est au premier chef sa situation intérieure.

Et si nous devons contester les éléments idéologiques et les solutions présentées dans le discours du Vice-président américain à la conférence de Munich le 14 février 2025, ainsi que la stratégie de sécurité nationale américaine de janvier 2026, au moins pouvons-nous poser le même diagnostic général : jamais la corrélation entre politique étrangère et situation intérieure n'a été aussi étroite et d'une portée si décisive.

Pour la France, ce constat est de l'acuité la plus vive.

Il est inutile ici de s'appesantir sur les déterminants structurels qui affaiblissent le rôle de la France : sa situation budgétaire, qui ne lui laisse guère de marge de manœuvre ; le poids de la fiscalité ; ses difficultés à créer un climat propice à l'innovation ou à l'entreprise ; la perte de maîtrise de son territoire, face à une immigration illégale qu'elle ne parvient pas à contrôler ; sa situation politique, en l'absence de majorité, et du fait d'un 2<sup>e</sup> mandat présidentiel qui s'achève sans perspectives claires ; oui, une « crise de l'esprit », comme la nommait Paul Valéry, qui nous fait douter de notre passé et nous entretient dans l'illusion de vouloir, tel un démiurge, le réécrire, à coup de comités de repentance et de lois de restitutions.

Il n'est pas de pays puissants qui n'aient d'identité heureuse dans les démocraties.

La France connaîtra en 2027 des échéances électorales capitales. Je sais que ces échéances préoccupent nos partenaires qui craignent leurs résultats ou la paralysie liée, à nouveau, à l'absence de majorité.

Mais je veux m'efforcer de les rassurer. Je crois au volontarisme en politique. Une nouvelle chance nous est donnée, afin de remédier à la décorrélation excessive entre le rôle que la France ambitionne sur la scène internationale et sa situation intérieure. Je fais partie de ceux qui, dans les mois à venir, travailleront à faire prévaloir un programme ambitieux de réformes, en prévenant les voies sans issue.

La souveraineté populaire, dans sa sagesse, devra écarter un écueil : celui de porter à la magistrature suprême un dirigeant politique n'ayant pas eu l'occasion de se frotter aux enjeux diplomatiques.

La Ve République est ainsi faite que le Président de la République, dès son investiture, est tout-puissant en matière de politique étrangère. Et la politique étrangère ne s'improvise pas une fois parvenu au sommet de l'Etat.

3 – Outre ses faiblesses internes, la France doit répondre à des défis stratégiques qui nécessitent des réévaluations. Je m'en tiendrai à trois de ses défis.

3-1 La relation avec l'Afrique tout d'abord. Depuis la fin du XIXe siècle et jusqu'à la fin des années 2010, la puissance de la France fut indissociable de sa relation avec nombre de pays africains. Il ne s'agit pas d'exprimer une quelconque nostalgie à l'égard d'un Empire colonial depuis longtemps évanoui ou d'une « France-Afrique » obsolète. Mais de souligner le caractère saugrenu, à mes yeux, de l'affirmation – c'était en 2017 -, qu'il ne devait plus y avoir de « politique africaine de la France ». Tout en prolongeant, ce n'est pas le moindre des paradoxes, des interventions militaires qui avaient déjà beaucoup duré, sans perspectives claires.

Nous en mesurons aujourd'hui le résultat :

une France concurrencée partout - la concurrence est légitime, mais pas de la part d'Etats étrangers à l'Afrique, dont la politique réunit tous les ingrédients d'un néo-colonialisme justement décrié ; une France mise à la porte dans certains cas ; une France qui a introduit de la distance avec des dirigeants comptant, pourtant, parmi ses principaux soutiens ; une France qui n'a pas toujours été capable de soutenir ses partenaires.

L'influence de la France a été détricotée, en partie, par la France elle-même, sans rien rebâtir de solide, en faisant le pari des sociétés civiles au détriment des responsables politiques ; ou alors en voulant prendre pied dans des pays africains où personne ne l'attendait.

Aujourd'hui, la France en est réduite à compter ses soutiens en Afrique !

Or, par ses atermoiements, la France a perdu plus que sa relation avec tel ou tel partenaire africain. Elle a perdu ce que, collectivement, ils lui apportaient sur la scène internationale : une part essentielle de son rayonnement.

Afin de retisser la confiance, le prochain Chef de l'Etat aura pour responsabilité première, à mon sens, la reformulation de la politique française à l'égard des pays africains, dans un dialogue direct avec leurs dirigeants :

privilégier nos partenaires traditionnels - la Côte d'Ivoire est un pilier -et leurs responsables politiques ; revoir notre aide publique au développement, en concentrant ses moyens sur nos alliés traditionnels et non en élargissant son champ, a fortiori en période de restrictions budgétaires ; et nous préparer à retrouver le chemin de l'Afrique sahélo-saharienne, sur le fondement d'intérêts réciproques bien compris.

Ambitieux programme !

3-2 Le second défi stratégique qui se pose à la France est celui de son influence au Proche-Orient. On assiste ces dernières années à un effacement accéléré du rôle et de l'influence de la France, devenue au mieux une puissance comme une autre, au pire un acteur indésirable.

Cet effacement est la conséquence d'une sous-estimation de la portée des Accords d'Abraham et de la recomposition qui les anime. Ce n'est plus Israël que craignent les pays arabes ; mais au premier chef l'Iran et ses affidés, du Hamas au Hezbollah, avec le programme nucléaire du régime des Mollahs, ses capacités balistiques et son pouvoir de déstabilisation.

Il s'en suit un retournement de perspectives. Le déluge de bombes qui s'est abattu sur les Palestiniens de la bande de Gaza, la crise humanitaire qui l'accompagne, ont été perçus de façon plus aiguë encore dans les pays européens que dans les pays arabes. La question palestinienne n'est plus la mère de toutes les crises. Elle n'a rien perdu, bien entendu, de son acuité. La situation en Cisjordanie inquiète tout autant que celle dans la bande de Gaza, pour d'autres raisons.

Mais la crainte inspirée par l'Iran cantonne la question palestinienne à une crise consécutive des tensions arabo-iraniennes et israélo-iraniennes. La question palestinienne ne retrouvera une part de sa centralité qu'une fois le péril iranien jugulé, sinon écarté.

Or, la France n'a pas suffisamment révisé sa grille de lecture, et de ce fait est remise au rôle « d'outsider ». Elle a pris la décision, justifiée, de reconnaître l'Etat palestinien, mais trop tard ou trop tôt pour que cette reconnaissance ait une quelconque incidence diplomatique ! Pour la première fois de son histoire, la diplomatie française ne figure pas parmi les « parrains » internationaux de discussions ayant trait au Liban, à ce stade au moins. C'était impensable il y a quelques années encore !

Notre effacement au Proche-Orient fragilise aussi nos amis, au premier chef nos amis libanais. Dans le monde arabe, la conviction est désormais installée que pour modérer le gouvernement israélien, la voie de Washington est la seule viable : tout le reste serait vain.

Renverser la tendance sera ardue. Notre pays conserve toutefois des atouts indéniables, dont le moindre n'est pas d'être en mesure de parler, sinon à tous, au moins à une grande variété d'acteurs. Nous devrions retrouver un rôle lorsque le moment sera moins à une guerre dont nous ne voulions pas, et que viendra le temps de reconstruire et de panser les plaies.

Au Liban, le renforcement de l'Etat et de l'armée, le désarmement du Hezbollah, l'intégrité territoriale du pays, auront autant de chances de s'accomplir que la France sera partie prenante. Il faudra aussi, d'une façon ou d'autre, trouver le trou d'aiguille permettant de restaurer un « modus vivendi » avec le gouvernement israélien. Et ce serait déjà beaucoup !

3-3 Le troisième défi stratégique est celui de la défense et de la sécurité de l'Europe. Europe de la défense, souveraineté européenne, pilier européen de défense : les pays européens ont beaucoup enrichi le débat sémantique ! Mais ils ont moins contribué à faire progresser la défense de l'Europe !

Un constat suffira : presque dix ans après le discours de La Sorbonne promettant une Europe de la défense, et alors que l'agression de la Russie contre l'Ukraine entre dans sa cinquième année, on chercherait en vain une Union européenne capable de suppléer le désengagement américain. Plus encore : nécessité faisant loi, au prix de sacrifices et d'un courage qui forcent l'admiration, l'Ukraine a davantage progressé, en matière de production d'armements et d'innovation, que l'Union européenne elle-même !

Cette situation est sans doute l'héritière d'une croyance éperdue de certains Etats membres dans le caractère prétendument « éternel » du lien transatlantique à travers l'OTAN, et d'une minimisation du péril sécuritaire constitué par la Russie. Si la France était vaccinée contre le premier travers, elle n'a pas échappé au second. Elle peine à convaincre ses partenaires que

la prise de distance des Etats-Unis à l'égard de l'Europe n'est pas un épiphénomène lié au « trumpisme », mais correspond à un mouvement de fond et à la fermeture progressive d'une parenthèse ouverte en 1941.

Comment répondre au défi sécuritaire européen ?

Le soutien à l'Ukraine m'apparaît incontournable. Naturellement, la géographie est ce qu'elle est : la Russie et l'Union européenne seront toujours voisines. Mais une Russie reconnue dans ses ambitions territoriales hégémoniques, récoltant le fruit de son agression militaire de 2022, est une tout autre Russie que celle qui serait amenée à une table de négociations, acceptant des concessions et des garanties de sécurité pour l'Ukraine. Je préfère nettement cette 2<sup>nd</sup>e Russie à la 1<sup>ère</sup> !

Une question se pose alors : l'Ukraine et les Européens ont-ils les moyens, dans la durée, de contrer l'aventure impériale du gouvernement russe ?

Je le pense. Dans le fond, que connaissons-nous de l'état réel de la Russie ? A la chute de l'URSS, les observateurs occidentaux ont été surpris de mesurer à quel point ils avaient surévalué les capacités soviétiques ...

Certes, les failles de nos efforts de défense restent nombreuses, et l'argent, le nerf de la guerre, fait parfois défaut : nous ne le mesurons que trop en France. L'appareil militaire des Etats européens produit peu les armements les plus recherchés : comme Sparte, qui dut se doter d'une flotte pour vaincre Athènes et l'emporter dans la guerre du Péloponnèse, la France et l'Union européenne vont devoir combler leur retard considérable en matière de défense sol-air et de production de drones, l'une des clefs des combats aujourd'hui.

Mais si les prises de conscience requièrent du temps, trop de temps, l'accélération se fait sentir et le mouvement est général au sein de l'Union européenne. Le pragmatisme finit par l'emporter : les coopérations militaires entre Etats européens, les accords industriels dans le domaine de la défense, les exercices conjoints, les missions de réassurance militaires dans le cadre de l'OTAN, les coalitions ad hoc entre Etats européens lorsque l'OTAN peine à s'engager, se multiplient. Jusqu'à l'Allemagne qui se dote d'une stratégie militaire, la première depuis la seconde guerre mondiale !

Vous l'aurez compris, je suis davantage un adepte de la défense de l'Europe que d'une Europe de la défense, qui m'apparaît assez chimérique à un horizon de vie d'homme !

4 - Mesdames et Messieurs, si Paul Valéry dans *La crise de l'esprit* nous éclaire, c'est bien sur le fait que la fin de l'histoire, un temps proclamée par M. Fukuyama, n'est qu'une parenthèse de l'histoire elle-même, et que l'histoire est mouvement perpétuel : aucune position n'est acquise indéfiniment ou par anticipation.

Je m'adresse à nos amis africains, moyen-orientaux, latino-américains ou asiatiques : l'effacement progressif de l'Europe et de la France ne concerne pas que l'Europe et la France. Il devrait préoccuper tout pays dont l'ambition n'est pas d'être réduit à l'état de puissance relais ou satellite de pays plus puissants. Oui, il devrait préoccuper tout pays soucieux de l'exercice de sa pleine souveraineté.

Cet effacement n'est cependant pas inéluctable : dans un monde de moins en moins globalisé, il existe autant de signes de structuration des enjeux internationaux autour de superpuissances comme la Chine ou les Etats-Unis que de mouvements centrifuges et de résistances à ces tendances, en Europe ou ailleurs.

Le temps des puissances moyennes et émergentes est peut-être venu.

Par puissances moyennes, il ne faut pas entendre des puissances en mode mineur, opérant dans les interstices laissés libres par des puissances majeures, mais une voie alternative d'affirmation de la souveraineté par rapport à une structuration en blocs ou des relations de stricte inféodation. La puissance moyenne est celle qui veut maîtriser son destin, sans se limiter à son environnement proche, et refuse de dépendre de plus puissants qu'elle.

Ne redoutons pas de l'affirmer : la France a toutes les caractéristiques de la puissance moyenne, même si elle éprouve des difficultés à se percevoir comme telle. Je suis convaincu qu'il ne s'agit pas pour mon pays d'un déclin mais d'une opportunité, s'il veut retrouver une voix et une action plus crédibles. Lorsqu'un pays s'exprime, il doit disposer des moyens de transformer ses paroles en actes : cette règle première de la diplomatie a trop souvent été oubliée.

L'Union européenne est l'exemple même de l'alliance de puissances moyennes. Mais elle peine à se concevoir en tant que puissance sur la scène extérieure car elle s'est refusée, pendant trop d'années, à se doter de certains instruments de la puissance, au nom d'un néo-libéralisme sans bornes. Des divergences internes l'ont par ailleurs paralysée.

Les pays européens qui veulent aller plus avant devraient, selon moi, constituer, au sein de l'Union, des « regroupements ad hoc pionniers ».

Un changement de focale s'impose donc.

La relation transatlantique ne peut être seulement le nom, pour la France et l'Union européenne, de la relation avec les Etats-Unis, mais se doit d'inclure plus étroitement le Canada et les pays d'Amérique latine.

La politique méditerranéenne, grande orpheline de notre diplomatie, doit être « remise sur le métier ». Avec le Maroc dès à présent, et souhaitons-le avec l'Algérie demain, nous pouvons bâtir un pôle de sécurité et de croissance en Méditerranée occidentale.

Et l'on pourrait multiplier les exemples, du Proche-Orient à l'Asie, en passant par l'Afrique, où le développement de relations avec les puissances moyennes de ces régions constitue un horizon à bénéfices partagés, de partenaires à partenaires, aux effets potentiellement stabilisateurs.

Il existe d'ailleurs un espace entre, d'une part, le Sud global, les Brics et autre Organisation de coopération de Shanghai, sur lesquels la Chine et dans une moindre mesure la Russie ont mené une OPA réussie et, d'autre part, le G7, par définition élitiste, ou le G20, aux habits trop étroits.

Cet espace est celui qui regrouperait les puissances moyennes ou émergentes de plusieurs régions du monde, recherchant à emprunter une « tangente diplomatique », à s'extraire de partenariats trop exclusifs et à échapper à des clivages Nord-Sud ou Est-Ouest réducteurs, instrumentalisés à des fins hégémoniques par quelques puissances.

La diplomatie des puissances moyennes, c'est l'affranchissement en action de telles barrières.

Je livre à la sagacité de votre Conférence cette réflexion sur le regroupement de puissances moyennes et émergentes affinitaires, en dehors du cadre des puissances dominantes.

X X X

Mesdames et Messieurs, chers Amis,

Je me suis efforcé de faire preuve de lucidité.

- La lucidité, c'est d'affirmer que l'affadissement de l'influence de la France dans le champ international est l'autre nom de ses difficultés sur la scène intérieure, de sa souveraineté éprouvée dans plusieurs domaines, de son questionnement identitaire. Toutes ces interrogations seront sur la table à l'approche des échéances électorales françaises de 2027 et je m'emploierai, avec d'autres, à essayer d'apporter des propositions de réponses viables.
  
- La lucidité, en examinant les enjeux stratégiques auxquels nous devons faire face, c'est d'opérer les réorientations nécessaires lorsque des erreurs d'appréciation ont été commises - je pense en particulier à la relation avec les pays africains et à la nécessité de se renforcer plus vite afin de répondre aux périls sécuritaires venus de l'Est.
  
- La lucidité, c'est d'occuper une juste place, d'accorder le discours à l'action, de nouer des partenariats qui n'écrasent pas, pour faire émerger une « nouvelle grammaire » des relations internationales, autour de puissances moyennes. Et pourquoi ne pas les rassembler, par affinités, dans une nouvelle enceinte ?

Oui, la France est une puissance moyenne, et c'est sa chance !

Un poète français, René Char, a écrit, pendant les heures sombres de l'Occupation, alors qu'il était résistant : « La lucidité est la blessure qui nous rapproche le plus du soleil » (*Feuillets d'Hypnos*). Il considérait la lucidité comme une catharsis qui, à partir d'un regard sans complaisance, mais jamais pessimiste ou négatif, permet d'atteindre une forme de dépassement, de libération des contraintes et de vérité.

La guerre, la brutalité, la domination violente, ne sont pas un horizon inéluctable. La France, l'Europe, et nombre de pays dans toutes les régions du monde, aspirent à un cadre international civilisé, qui soit fonctionnel, les protège et multiplie les pôles de stabilité.

La civilité dans les relations internationales, soit le contraire du règne de la brutalité : voilà me semble-t-il, une réflexion supplémentaire pour vos travaux !